

## ABEL EYINGA, LA VOLONTÉ INFLEXIBLE D'UN PATRIOTE CAMEROUNAIS

Eugenio Nkogo Ondo

Il m'en résulte quelque chose de difficile faire le portrait d'Abel Eyinga, l'un des patriotes si méritant de la République du Cameroun, dont la nouvelle j'ai, moi-même, appris indirectement par l'intermédiaire de ses frères Angounou Jérémie et Ebolofoung, qui m'ont accueilli comme un enfant de famille pendant l'année scolaire 1963-1964, lorsque j'étais au lycée Général-Leclerc, à Yaoundé. Dans ces lignes, où je propose de lui rendre un hommage retardé à cause de mon emploi du temps trop chargé et sans trêve, j'essaierai de prononcer quelques mots sur ces points:

1. De la formation militante à l'engagement patriotique
2. "Le néocolonialisme est plus dangereux que le colonialisme", expérience constatée
3. Le spectre d'un mirage répété
4. *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, la plus grande aliénation de l'Afrique.

### *1. De la formation militante à l'engagement patriotique*

Le Docteur Abel Eyinga est né le 13 juillet 1933 à Ondondo, une petite ville appartenante à la préfecture d'Ebolowa, où il est décédé le 16 janvier 2014, c'est-à-dire à l'âge de quatre vingt ans.

Cet illustre politicien fait partie de nombreux élèves camerounais qui, sous le programme de sélection entrepris par le Dr. Louis-Paul Aujoulat, entre 1953 et 1956, devaient aller en métropole afin de poursuivre leurs études. Parmi lesquels on le trouve joint à Alexandre Biyidi-Awala, à Castor Osende Afana, à Benoît Balla, à Samuel Kamé, à Pierre Kamdem

Ninyim, à Paul Biya, etc. C'est le moment où les revendications de l'UPC commencent à se propager dans les milieux étudiants camerounais, mais son interdiction au niveau national par l'autorité coloniale, la poursuite de ses dirigeants et l'effort mené pour anéantir ses structures, les place "dans l'œil du cyclone." Même si Abel Eyinga ait reçu en mai 1955 de la main de Louis-Paul Aujoulat une lettre de son père, alors catéchiste à Foulassi, lui intimant l'ordre de ne pas participer aux révoltes d'étudiants camerounais à Paris, néanmoins, celui-là, en refusant la frontière entre la "politique" et l'"apolitisme", a déjà fait partie d'engagement à l'idéologie patriotique, un engagement qui ne s'avère pas radical comme celui de Alexandre Biyidi Awala (Mongo Beti) ou de Benoît Balla.<sup>1</sup>

Comme la plus part de sa génération, Eyinga deviendra un témoin oculaire de l'arrivée et du déroulement de l'indépendance nominale de son pays. Vers l'été 1958, le général Charles de Gaulle vient d'obtenir la lettre complète de la constitution de la Communauté Française, dessinée par Jacques Foccart, le "super-Monsieur Afrique" de l'époque, et il fait un périple, avec Pierre Messmer, qui était alors gouverneur, dans ses colonies africaines pour leur demander l'approbation par l'intermédiaire d'un référendum. Le 25 août, il arrive à Conakry pour persuader Sékou Touré, "le plus audace de nationalistes africains", qui sachant la volonté générale de son peuple, le jete à la figure que "Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage!". Ainsi un 97,12% de la population guinéenne avait voté "non" à ce référendum imposé. Esseyant d'accomplir la résolution de son peuple, le 2 Octobre de la même année, 1958, le pays accède à son indépendance.<sup>2</sup> Le général de Gaulle, ayant menacé les autres colonies, elles approuvèrent le mandat de la métropole.

Au Cameroun, la France a situé sur place l'un de ses bataillons qui compte sur des spécialistes de la torture, où en particulier on distingue Paul Gambini, l'intrigant capitaine franco-indochinois, décrit par René Dorandeu comme un personnage "extraordinaire, doué pour le renseignement, qui venait de faire ses preuves en Indochine et en Algérie", et reconnu par l'ancien Administrateur Yves Vergoz comme "une bête fauve, grand, svelte", une véritable "bête de brousse, excessivement souple!

<sup>1</sup> Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, Éditions La Découverte, Paris, 2011, p. 188-189, 192-193 et 194-196.

<sup>2</sup> Rolf Italiaander, *Die neuen Männer Afrikas, Ihr Leben-ihre Taten-ihre Ziele*, Econ -Verlag, GmbH, Düsseldorf, 1960, *La hora de África*, traducción de Ana F. Descatllar, Editorial Seix Barral, S.A. Barcelona, 1961, p. 310-311. Et Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Hatier, Paris, 1978, p. 513.

Et très discret en brousse.<sup>3</sup>” C’est cette bête de brousse qui est chargé, parmi d’autres, de rôder autour de Boumnyebel, le village natal de notre aimé et révolutionnaire Ruben Um Nyobé, l’ennemi numéro 1 qui doit être liquidé, comme on le verra ensuite. Mais, avant de le liquider, la fauve et ses camarades, héros de la brutalité coloniale française, sans hésiter, “*ont massacré de 300 000 à 400 000 personnes. Un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. Sagaies contre armes automatiques. Les Bamilékéés n’avaient aucune chance. [...] Les villages avaient été rasés, un peu comme Attila*”, témoigne le pilote d’hélicoptère Max Bardet.<sup>4</sup>

Ce chercheur, François-Xavier Verschave, sera très étonné en reconnaissant qu’il apprit “avec ces phrases le massacre littéralement inouï d’une population camerounaise au tournant des années soixante”, que “ce ne fut pas facile, tant la terreur, là-bas, produit encore son effet. Ce n’est pas terminé.” Cet étonnement lui mena à penser, enfin, que le chiffre apporté par ce pilote d’hélicoptère, qui aurait été peut-être envoyé par ses supérieurs à participer dans cet écrasement, demeurait “hypothétique tant que les survivants, avec l’appui d’habitants camerounais et étrangers, se sentiront interdits d’évoquer l’horreur.”<sup>5</sup>

C’est dans cette situation extrême que l’on trouve, sous la direction du très foccartien Maurice Delauney, les troupes françaises éparpillées aux quatre coins du pays. “Commandés par le colonel Jean-Marie Lamberton et le capitaine Georges Maîtrier, une vingtaine des pelotons de gendarmerie mobile mènent sans états d’âme la chasse aux upécistes.”<sup>6</sup> Cette offensive qui exhibe sa force tridimensionnelle où défilent les soldats franco-chado-camerounais, doit tirer à son cible, atteindre le grand leader d’UPC, Um Nyobé: son corps est criblé de balles le 13 septembre 1958. Éliminés les principaux obstacles, la route devenait dégagée. Le pas suivant menait à une annonce, celle de la France transmise par son ministre d’Outre-Mer, Gérard Jaquet, qui répète à trois reprises au premier ministre du gouvernement autonome, André Marie-Mbida, que son pays n’avait

<sup>3</sup>. Entretien des auteurs avec Yves Vergoz, Vaucresson, 9 décembre 2008. Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, o.c., p.289-290.

<sup>4</sup>. Max Bardet et Nina Thellier, *O. K. Cargo!*, Grasset, 1988, cité par François-Xavier Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Éditions Stock, 1998, 1999, p. 91.

<sup>5</sup>. Idem, Ibidem.

<sup>6</sup>. Pierre Péan, *L’Homme de l’ombre*, Fayard, 1990, p. 316, cité par François-Xavier Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, o.c. p. 98.

qu'à accepter "*une indépendance fictive*", le 1er janvier 1960.<sup>7</sup> Les jeux sont faits. Même si Mbida est lui-même un remarquable pro-français, cependant, ne peut pas éviter son opposition à ce qu'il considérait comme l'inauguration du nouvel empire français en Afrique. Cet avis provoquerait sa destitution et son remplacement par Ahmadou Ahidjo, à qui le pouvoir colonial mettait depuis longtemps "*des paquets de bulletins dans l'urne*".<sup>8</sup> Ahidjo avait un caractère plus docile, un type bien façonné par l'inébranlable choix jacobin. En effet, "Une instruction un peu approfondie eût sans doute permis à notre homme d'éventer le piège qui allait le transformer en une machine à assassiner les meilleurs enfants du Cameroun. Sans être exactement ce qu'on appelle un illettré, Ahmadou Ahidjo n'a pas fait d'études à proprement parler."<sup>9</sup> Sans commentaires! Le raisonnement du penseur Beti a jeté lumière sur la nature de ce fantôme issu des tours de passe-passe des prédateurs français, en train de ménager pour le mieux le processus de la fausse indépendance du "pays natal"... Bien constaté, la véritable histoire nous démontre que le Cameroun appartient à la catégorie des États plus néocolonisés de l'Afrique.

## 2. "*Le néocolonialisme est plus dangereux que le colonialisme*", *experiencia constatada*

Complété la procédure de l'indépendance fictive, les défenseurs de le "statu quo" étaient à l'aise en toute circonstance. Dans cette situation confuse, nous trouvons notre Abel Eyinga, un jeune politicien de 28 ans, un docteur en Droit qui a brillamment conclu ses études à Paris. On pensait qu'il serait incorporé tout de suite dans l'administration de Charles Assale. Quelques mois plus tard, un soir de 1961, "en arrivant à l'Institut d'Études Politiques, Paul Biya lui transmet un message reçu en son absence." Une confirmation officielle lui tient au courant de l'appel du Gouvernement: il est invité à "rentrer d'urgence au Cameroun pour se

<sup>7</sup>.Diedonné Oyono, *Avec ou sans la France? La politique africaine du Cameroun depuis 1960*, L'Harmattan, 1990, p. 37, cité par François-Xavier Verschave, *La Françafrique, o.c. p. 98*.

<sup>8</sup>. Idem, Ibidem.

<sup>9</sup>. Mongo Beti, *Main base sur le Cameroun, autopsie d'une décolonisation*, préface inédite de Odile Tobner, Éditions François Maspero, Paris, 1972, 1977. Éditions des Peuples noirs, Rouen, 1984. Et Éditions La Découverte, Paris, 2003, 2010, p. 47-48.

mettre au service du Premier ministre.<sup>10</sup>” Ce faisant, aussitôt qu’il assumait sa responsabilité, était contraint et forcé à cause des divergences idéologiques insurmontables envers ses chefs. Doublement traqué, même s’il ne se montre pas censé s’engager dans l’impasse, il essaye de regarder d’une manière critique la suite des événements.

Le régime est envahi partout par l’omniprésente équipe des conseillers français. “Christian-Tobie Kuoh, par exemple, alors secrétaire général à la présidence, dresse dans ses Mémoires un portrait de groupe où le nom des conseillers occultes est remplacé par une énigmatique initiale.<sup>11</sup>” En précisant le nombre de ces dirigeants de l’ombre de ce pays excessivement néocolonisé, on découvre d’abord les MM. Jacques Rousseau et Augustin Tefak, conseillers juridiques auprès d’Ahidjo, le président de la République; Pierre Coussy, directeur du cabinet du ministre des Finances et, puis, de la Santé. Tandis que Jacques Ménier et Jean Coussy étaient en train de fonder l’ENA camerounaise, Gaston Bouvenet s’occupait de gérer la magistrature, Jacques Trescases chapeautait la fonction publique et Yves Schmuck les finances au sein du cabinet de Charles Assale, le Premier ministre. De leur côté, Jean de Menthon s’apprêtait à prendre la direction de la Caisse centrale de coopération économique du pays, Louis Domissy gardait encore son poste de préfet du Mungo et puis de conseiller économique d’Ahidjo à partir de la mi-1960, qu’il ne quittera qu’en 1965. En outre, on y trouve le fameux Marcel Godefroy, en poste au Cameroun depuis 1945: directeur de cabinet d’Ahidjo, à qui notre Eyinga Abel décrit comme “le grand manipulateur des ciseaux de la ceinture, qui matraquait la presse à Yaoundé.<sup>12</sup>”

Un rapprochement si près de cette sorte de labyrinthe peut aisément nous faire comprendre que la nouvelle forme de domination poussait jusqu’au bout les règles de l’ancien colonialisme. Un témoignage incontestable nous apporte une connaissance sommaire de ce qui pourrait être reconnu comme un recul ou, bien expliqué, une paralysie historique:

<sup>10</sup>. “Décès de Abel Eyinga: l’hommage de Melvin Akam et des anecdotes telles que “Au revoir Mon Commissaire!”, *Journal du Cameroun, le Cameroun dans le WEB*, 20/01/2014, p. 2.

<sup>11</sup>. Christian-Tobie KUOH, *Mon Témoignage. Le Cameroun de l’indépendance (1958-1970)*, Karthala, 1990, Paris, p. 41, cité par Tohmas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kameroun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, o. c. p. 388.

<sup>12</sup>. Idem, *Ibidem, Le Cameroun, une guerre cachée...*

“J’entendais quelqu’un se faire engueuler par un homme qui parlait comme le patron. Au bout d’un moment, cet homme est sorti, c’était M. Schmuck, le conseiller technique français au Premier ministre. Cinq minutes après, en entrant, je n’ai trouvé qu’Assalé. C’est donc lui qui se faisait engueuler! C’est une scène qui m’a vraiment refroidi. Le Premier ministre lui-même avait un peu honte de cette situation. Les relations, c’était comme ça: les patrons, c’était les conseillers techniques.<sup>13</sup>”

L’indépendance avait fait un affreux cauchemar. Le patriote Eyinga était en train de subir les conséquences qui devenaient chaquefois insupportables. Désormais, chaque étape de la vie de cet observateur critique lui révélera que “Pour les pays indépendants, le néocolonialisme est beaucoup plus dangereux que le colonialisme”, tel quel l’a annoncé le grand philosophe Kwame Nkrumah.<sup>14</sup> Après la création du Cercle Culturel Camerounais avec d’autres intellectuels récemment arrivés, tels que Jean Assoumou, Agustin Kodock, Jean-Michel Teka, il doit être resté sous la surveillance de la Police Nationale, aux ordres du Chef d’État lui-même. Eyinga n’a qu’à quitter subrepticement le pays. C’est le début de son long exil. Il partira à New York, où on le trouve en servive au Cabinet de Diallo Telli, à la Représentation permanente de la Guinée Conakry à l’ONU. À Paris, il fait fonction de journaliste scientifique dans la revue *Afrique-Asie*.

Au pays, Ahidjo détient son pouvoir neocolonial, en toute impunité, et bien placé par la propagande extérieure et intérieure. Même si les “Camerounais refusent l’anéantissement”, pour le dictateur et ses maîtres métropolitains, cela n’a rien d’importance, lui, le représentant local doit suivre son parcours habituel et préparer les élections présidentielle et législatives qui devaient se tenir respectivement les 28 mars et 7 juin 1970. Abel Eyinga, réfugié en France, pensant toujours à la libération de sa patrie de ce double néocolonialisme, conscient de l’importance qu’ils accordent à l’assurance de leur victoire, lance sa candidature à la présidentielle annoncée, “pour bien montrer à l’opinion internationale la massacre que constituent les “triumphes électoraux” systématiques du dictateur camerounais. Cette candidature symbolique lui attirera de multiples

<sup>13</sup>. Entretien des auteurs avec Abel Eyinga, Mbalmayo, 16 mars 2007, cité par Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun, une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, o. c. p. 389.

<sup>14</sup>. Kwame Nkrumah, *Le Consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement*, traduction de l’anglais par L. Jospin, Payot, Paris, 1964, p. 154.

tracasseries causées par Paris, une campagne de calomnie orchestrée par Yaoundé et une condamnation par contumace à cinq ans de prison...<sup>15</sup>»

Il devient évident que, dans un pays où règne le choix arbitraire d'un chef du gouvernement dont l'autorité fait la loi et ordonne passer publiquement les opposants par les armes, l'introduction d'un candidat différent dans son domaine soit "un crime de lèse-majesté, un acte de subversion impardonnable". Par conséquent, Ahidjo et sa cohorte se croient être en mesure de faire pression sur l'Élysée en demandant son arrestation. Pour ne pas décevoir son valet, le Président français Georges Pompidou finit par l'expulser de France. Dans cette nouvelle étape de son exil, Abel Eyinga trouve refuge en Algérie. Ici, il profite de la conjoncture favorable de la notoriété de l'un de ses amis: le professeur Joseph-Marie Bipoun Wum qui est bien admiré "comme auteur de la première constitution du pays, l'aide à obtenir une chaire de Droit et de Sciences Économiques à l'université d'Alger. Il y vivra jusqu'au milieu des années 80 avec un nom et un passeport algériens." Les choses se compliquent de plus en plus, au Cameroun, sa famille souffre les effets de la loi de la forêt, l'école d'enseignement privé et laïc fondée et soutenue par son frère cadet Angounou Jérémie à Ebolowa, où moi-même, auteur de ses lignes, j'ai passé mes vacances de Noël en 1963, tombe victime de l'ostracisme de la fureur. Son frère aîné Ebolofoung, qui m'a accueilli chez lui à Yaoundé comme un enfant de famille, est arrêté "et jeté en prison sans ménagement. Il en sortira aveugle."<sup>16</sup> Si M. Mbida, incarcéré en 1962 dans le Nord-Cameroun et puis à Yaoundé, est tombé terriblement malade et devenu aussi aveugle, on éprouve que les prisons camerounaises doivent compter sur des méthodes les plus atroces pour précipiter la ruine ou la disparition des opposants.

L'événement prochain n'envisage aucun progrès. À la grande surprise, vers le 4 novembre 1982, le dictateur Ahmadou Ahidjo annonce sa démission de la présidence de la République. On a reconnu qu'il y avait certes eu des interrogations lorsqu'il venait de procéder à la modification de la "Loi fondamentale pour faire du Premier ministre –poste occupé depuis 1975 par Paul Biya- son successeur constitutionnel." Du fait, celui-

<sup>15</sup>. Abel Eyinga, *Mandat d'arrêt pour cause d'élections. De la démocratie au Cameroun, 1970-1978*, L'Harmattan, Paris, 1978, cité par Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kameroun, une guerre cachée...* o. c. p. 613-614.

<sup>16</sup>. Melvin Akam, "Décès de Abel Eyinga...", *Journal du Cameroun, le Cameroun dans le Web*, 20/01/2014, p. 3.

ci prend le pouvoir deux jour après, le 6 novembre. Mais, il semble que le manœuvre de l'ancien chef d'État est en train de planer sur lui. "D'autant qu'Ahidjo ne quitte pas totalement la scène: non seulement il conserve le poste stratégique de président du parti unique, mais il ne tarde pas en outre à contester Paul Biya". L'affrontement provoque une guerre clanique, dont c'est finalement le dernier, "Biya qui emportera la mise."<sup>17</sup>

### 3. *Le spectre d'un mirage répété*

On se rappelle que la personnalité et le parcours du nouveau président laissent des perplexes: "mediocre" d'après les adversaires, "discret" d'après les partisans, tandis que les ambassadeurs français qui ont bien vécu le Cameroun se souviennent de lui en tant qu'"un homme fade, sans excès de talent et sous la domination totale d'Ahidjo." Or comme il allait exercer son pouvoir indéfini grâce à Elf Aquitain, comme dans les autres pays de l'Afrique francophone.<sup>18</sup>, tout devait se dérouler en parfait accord avec les intérêts des multinationales étrangères. Malgré tout, beaucoup de gens s'inclinent à croire qu'Eyinga doit rentrer au pays pour soutenir son frère Biya. Mais, il reçoit la nouvelle avec prudence et demande de signes d'ouverture politique. La récupération du multipartisme, en 1991, lui permettra d'obtenir un passeport camerounais et de voyager chez lui. À cet égard, je me demande, à l'exception de l'époque de son séjour en Algérie, quelle nationalité aurait eu ce grand fils camerounais? Sans avoir rendu compte que son frère Biya est devenu un ennemi mortel et que lui aussi le déclarait persona non grata, il arrive à Nsimalen au milieu de la nuit. Étant convaincu d'être bienvenu à la terre ancestrale, est accueilli par un jeune homme qui l'aide à compléter les formalités correspondantes et à reprendre ses valises. Il lui conseille de passer la nuit à l'Hôtel des Députés, situé au bord du lac où l'on aperçoit le gros bâtiment du Premier Ministère, pas loin du palais présidentiel, puisque le voyage pour Ebolowa pouvait être dangereux. Il hèle un taxi et installe le voyageur distingué. Au moment de partir, le chauffeur s'adresse respectueusement au jeune homme: "Au

<sup>17</sup>. Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kameroun, un guerre cachée aux origine de la Françafrique...* o. c. p. 642.

<sup>18</sup>. Idem, *Ibidem* et sts.

revoir Mon Commissaire!”. “Vous avez dit Commissaire?”, lui demande Eyinga. “Oui, c’est le Commissaire de l’Aéroport”.<sup>19</sup>

Surveillé extrêmement, on dirait jusqu’à la moelle des os, Abel Eyinga, un patriote digne de ce nom qui n’apas eu de chance, il abandonne sa chère patrie à l’âge de vingt-huit ans et il rentre maintenant à cinquante-huit. Autrement dit, son exil a duré quelques trente ans, après ce temps-là, reconnaît malheureusement que le pays n’a rien avancé, mais, qu’il doit essayer de faire face à l’adversité tout près de ses masses: il s’en va à Ebolowa, la capitale de la région sud-ouest, qui deviendra, dorénavant, le centre de son nouveau projet. Ayant créé son parti politique, La Nationale, il observe que le multipartisme annoncé n’était qu’un trompe-oeil et que ses liens souffrent les conséquences négatives de l’ingérence et de la menace des forces locales du RDPC, le parti du régime qui, à l’égal d’un parti unique, règne en maître sur tout le pays. Eyinga a fixé le but d’être Maire de cette capitale régionale, or s’il est élu pour le poste, sa responsabilité serait mise hors la loi, parce que tout ce qui concerne la direction de la ville serait exercé par un Délégué du gouvernement nommé par le Chef d’État.

Pour être dans la ligne de son activité politique, en 1996, Eyinga se présente aux Municipales pour la Nationale, “Ebolowa lui tend les bras, l’embrasse, mais ne peut s’offrir à lui dans une élection largement contestable et contestée.” Même si cet opposant de poids, qui s’est révolté à maintes reprises contre le régime Ahidjo et maintenant contre Biya, est bien conscient d’être dans l’embarras, cependant, il ne jette pas l’éponge. À vraie dire, il sais que la situation n’est autre chose que le spectre du même mirage, cette fois répété. Il se croit, enfin, censé trouver un autre point d’appui et pense, peut-être, à une nouvelle scène. Cinq ans plus tard, se met une fois encore à l’essai: il “est candidat sous la bannière de l’UFDC de Hameni Bieleu, sans davantage de succès.”<sup>20</sup> Malgré cela, il doit toujours remonter le moral et conserver sa dignité.

#### *4. La Françafrique, le plus long scandale de la République, la plus grande aliénation de l’Afrique*

<sup>19</sup>. Melvin Akam, “Décès de Abel Eyinga...”, *Journal du Cameroun...*, o. c. p. 4.

<sup>20</sup>. Idem, *Ibidem*.

Plongés dans cette sorte de “situation limite” qui fait obstacle à toute initiative destinée à la voie de développement du peuple, nous expérimentons autrement que le temps bouge, l’histoire raconte les événements concernant l’évolution humaine, les groupes, les hommes. Que les années qui énumèrent les étapes du parcours de leur “élan vital” ne peuvent pas pardonner leurs erreurs, même pas ces des nations. Dans la plupart de pays du continent africain, la politique et l’économie demeurent condamnées à l’état de stagnation à cause de l’entendement forcé entre la domination du néocolonialisme extérieur et intérieur. À l’âge de soixante-huit ans, notre leader, Abel Eyinga, doit effectuer un arrêt, jeter un coup d’œil sur la mère Afrique et procéder à un examen rétrospectif des événements. Comme à New York, à Paris, en Algérie, il avait élevé sa voix au monde entier pour réclamer le droit de son peuple à vivre en paix, à Ebolowa, au Cameroun, pour la énième fois, il était dans l’obligation de pousser jusqu’au bout la tâche entreprise. Ainsi, il nous a légué ces derniers mots, son testament politique sans doute, dans un essai dense, profond, qui porte précisément ce titre: *Historique de la Françafrique*, un essai concentré en 28 pages, dont l’énoncés des chapitres et de leurs divisions nous dévoilent l’essence de son contenu et dont l’énumération obtiendrait ce résultat:

1939. Apogée de l’empire colonial français; 1944, La conférence coloniale de Brazzaville; Les suites de Brazzaville. Thiaroye: décembre 1944 (Sénégal); Sétif: mai-juin 1945 (Algérie); La semaine sanglante de Douala: septembre 1945.

1946. Une Union française des répressions et des guerres coloniales: Indochine (1945-1954); Madagascar (1947); AOF (1949-1950), apogée de la répression contre le RDA (Rassemblement démocratique africain); Maroc et Tunisie, décennie chaotique (1946-1956); Cameroun (1955), complot colonialiste pour l’anéantissement des revendications de l’UPC; Algérie, guerre coloniale de huit ans (1954-1962, connue officiellement en France sous le nom anodin de “événement d’Algérie”...

La loi cadre (1956). Les conseils de gouvernement, leurs territoires et leurs Vice-presidents: Cameroun (Mbida André-Marie); Côte d’Ivoire (Auguste Denise); Dahomey (Apithy Sourou-Migan); Gabon (Mba Léon);

Guinée (Sékou Touré); Haute-Volta (Ouezzin Coulibaly); Madagascar (Tsiranana Philibert); Mauritanie (Ould Daddah Moktar); Moyen-Congo (Opangault Jean); Niger (Djibo Bakari); Oubangui-Chari (Goumba Abel); Sénégal (Dia Mamadou); Soudan français (Koné Jean-Marie); Chad (Lisette Gabriel); Togo (Grunitzky Nicolas). La balkanisation de l’Afrique française.

1958. La Communauté franco-africaine. La champagne du référendum en Afrique et ses suites. L’épuration et le blocus contre la Guinée, pour mettre “à genoux le régime de Sékou Touré”. L’action des étudiants africains (1900-1975), où l’on trouve les deux côtés opposés: celui des véritables nationalistes et celui de collabos, c’est-à-dire des Africains acquis à la cause de l’occupant colonial. L’évolution du Togo et du Cameroun. La Communauté renouée.

1960. Les indépendances piégées. Leurs traités inégaux dits accords de coopération. Les réseaux des services français de renseignement. Conclusion: le nouvel empire colonial français d’Afrique. Enfin, outre la dite conclusion, l’essai attache à sa dernière page la Déclaration de Yaoundé, une déclaration consacrée aux peuples victimes de la Françafrique.

Au fait, l’auteur visait à souligner, à répéter, que ce “terme, “Françafrique”, auquel les deux ouvrages de M. Verschave (*La Françafrique, le plus long scandale de la République*, et *Noir silence, qui arrêtera la Françafrique?*) apportent un regain d’actualité, désigne une réalité bien précise.<sup>21</sup>”, cette réalité est constituée de pays africains francophones enfermés dans le cercle serré par le contrôle politique, économique et militaire de la France. Faute d’une monnaie nationale, ces pays utilisent, curieusement, le franc CFA, un sigle qui en 1945 signifiait “Colonies françaises d’Afrique” et, à partir de 1960, “Coopération financière africaine”, avec lequel on avait marqué le but de faire de ces territoires “une réserve exclusive pour l’économie française, à la fois comme sources de matières premières à très bon marché et comme débouchés pour les produits fabriqués en métropole.<sup>22</sup>” Cela deviendra, il va de soi, un instrument de pillage des économies africaines ou un viol de

<sup>21</sup>. Abel Eyinga, *Historique de la Françafrique*, texte paru dans: *Le Messager*, n° 1163 du 08/01/2001; *La Nouvelle Expression*, n° spécial du 16/01/2001, et *Aurore Plus*, n° 335 du 12/01/2001, p. 3.

<sup>22</sup>. Demba Moussa Dembelé, “Le Sénégal 50 ans après: analyse d’un pacte néocolonial”, *50 ans après, quelle indépendance pour l’Afrique?* Éditions Philippe Rey, Paris, 2010, p. 113 et 116.

la souveraineté économique et politique de leurs États. En contrepartie, ces pays de la zone franc sont obligés de déposer une partie de leurs devises auprès du Trésor français, “à hauteur de 20% de couverture de l’émission monétaire”, tandis que leurs Banques centrales, “en garantie par l’ouverture d’un compte d’opération” auprès du même Trésor, “doivent déposer 50% de leurs avoirs extérieurs nets.”<sup>23</sup>

Tel qu’il a été déjà exposé ailleurs, le fait que le 80% du secteur industriel de tous ces nations soit accaparé par les firmes françaises prouve que leurs populations ont déjà été condamnées à mourir dans la misère absolue. On sait que ces pays ne figurent pas parmi “ceux qui font des efforts réels pour sortir du sous-développement... Par contre, ils appartiennent tous au nouveau club des misérables de la terre, connu sous le nom de “*pays pauvres et très endettés*”, appartenance honteuse que les autorités camerounaises présentent comme une victoire.”<sup>24</sup> Cet extrême mène non seulement ce patriote camerounais, mais aussi n’importe quel observateur africain et critique à conclure que la *Françafrique*, outre le plus long scandale de la République est, à la fois, la plus grande aliénation de l’Afrique. En s’opposant aux circonstances adverses, le grand frère Eyinga est parti sans avoir réalisé son rêve, celui de voir son pays, le Cameroun, en marche vers la prospérité. Mais, il nous a laissé son message, un résumé de sa volonté inflexible, afin que nous puissions continuer le combat.

Léon, le 19 mars 2015.

© Eugenio Nkogo Ondó.

<sup>23</sup>. Mahamadou Siribié, “Violence symbolique d’un discours crépusculaire, *L’Afrique répond à Sarkozy*, Éditions Philippe Rey, Paris, 2008, p. 415 et 422-423.

<sup>24</sup>. Abel Eyinga, *Historique de la Françafrique*, o. c. p. 3.